

MULTIRISQUES VOLS SECS

Contrat n° AX2016004

VOUS AVEZ BESOIN D'ASSISTANCE PENDANT VOTRE SÉJOUR

Centrale d'Assistance de AXA ASSISTANCE à l'écoute 24 Heures sur 24 :

Tél. : **+33 1 70 77 04 18**

En cas d'incident pendant votre séjour, il est impératif de contacter préalablement à toute intervention la Centrale d'Assistance de AXA ASSISTANCE.
Un numéro de dossier sera attribué qui seul justifiera une prise en charge des interventions
Seules les prestations d'assistance avancées avec l'accord préalable d'AXA ASSISTANCE pourront être remboursées, sur présentation de justificatifs.

Pour déclarer vos sinistres assurances Annulation, ~~Vol~~ Départ manqué, Bagages

Connectez-vous sur le site de PRESENCE ASSISTANCE TOURISME :

www.gestion.presenceassistance.com

- Complétez le champ « numéro de votre dossier voyage » avec le numéro de dossier figurant sur votre facture d'inscription.
- Complétez le champ « nom du voyageur principal » par vos noms et prénoms.
- Remplissez le formulaire de déclaration de sinistre qui vous permettra d'obtenir en quelques « clics » un mail mentionnant votre numéro de dossier et l'ensemble des pièces à fournir.

Par l'intermédiaire de ce site vous pourrez nous transmettre vos justificatifs et suivre l'état d'avancement de votre dossier en temps réel.

***Pour toute information concernant le détail des garanties vous pouvez contacter
PRESENCE ASSISTANCE au 0825 007 626 du lundi au vendredi de 9H30 à 18H00***

TABLEAU DES GARANTIES

GARANTIES	PLAFOND DES GARANTIES	FRANCHISE
<p><u>FRAIS D'ANNULATION</u> A/ Annulation pour motif médical de l'Assuré, ou d'un Membre de la Famille de l'Assuré B/ Annulation TOUTES CAUSES</p>	<p>A et B/ 15 000 € par personne 135 000 € par Evénement</p>	<p>A/ 75 € par personne B/ 15% du montant des frais d'annulation, mini 75 € par personne</p>
<p><u>DEPART MANQUE</u></p>	<p>50% du montant du billet initial</p>	<p>Pas de Franchise</p>
<p><u>BAGAGES</u> 1- Bagages a/ Sur présentation de justificatifs Ou b/ Non présentation de justificatifs 2- Objets Précieux 3- Objets Personnels 4- Retard de Livraison a/ Sur présentation de justificatifs Ou b/ Non présentation de justificatifs 5- Vol de document d'identité</p>	<p>1-a/ 2 000 € par personne 20 000 € par Evénement Ou 1-b/ 150 € forfaitaires par personne 750€ par Evénement 2- 500 € par personne 3- 1 000 € par personne 4-a/ 300 € par personne Ou 4-b/ 50 € forfaitaires par personne 5/ 200 € par personne</p>	<p>1-a/ 50 € par dossier ou 1-b/ sans Franchise 2- 50€ par dossier 3- 50€ par dossier 4- Sans Franchise 5/ Sans Franchise</p>
<p><u>ASSISTANCE RAPATRIEMENT</u> a/ Rapatriement ou transport sanitaire b/ Accompagnement lors du rapatriement ou transport c/ Présence en cas d'hospitalisation d/ Prolongation de séjour à l'hôtel e/ Frais hôtelier f/ Remboursement complémentaire des Frais Médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation en dehors du pays de résidence du client g/ Soins dentaires h/ Transport du corps en cas de décès 1- Rapatriement du corps 2- Frais Funéraires nécessaires au transport i/ Retour prématuré j/ Retour des enfants de moins de 15 ans</p>	<p>a/ Frais réels b/ Titre de transport c/ Titre de transport + Frais d'hôtel 150 €/maxi 10 nuitées d/ et e/ Frais d'hôtel 150 €/nuitées maxi 10 nuitées f/150 000 € par personne 500 000€ par Evénement g/ 150 € h-1/ Frais réels h-2/ 2 500 € i/ Titre de transport j/ Titre de transport Aller-retour</p>	<p>f/ 150 € par dossier pour les Frais Médicaux uniquement Pas d'avance de fonds pour les dossiers inférieurs à 350 €</p>

k/ Paiement des Frais de Recherche et de Secours	k/ 4 500 € par personne 9 000 € par Evénement	
l/ Assistance résidence principale	l/ 150 € maximum	
m/ Assistance juridique à l'étranger	m-1/ 1 500 € m-2/ 7 500 €	
1- paiement d'honoraires		
2- avance de la caution pénale		
n/ Envoi de médicaments	n/ Frais d'expédition	
o/ Transmission de messages		
p/ Avance de fonds à l'étranger	p/ 1500 € maximum	

LES GARANTIES INDIQUEES CI-DESSUS SONT APPLICABLES PENDANT LA DUREE DU VOYAGE FIGURANT SUR LE CONTRAT DE VENTE AVEC UN MAXIMUM DE 90 JOURS A COMPTER DE LA DATE DE DEPART EN VOYAGE, SAUF CLAUSE CONTRAIRE EXPRESSE.

DISPOSITIONS GENERALES

COORDONNEES DE L'ASSUREUR

Les garanties du Contrat sont supportées par la succursale irlandaise de la société **Inter Partner Assistance SA**, une société anonyme de droit belge au capital de 11 702 613 euros, entreprise d'assurance agréée par la Banque Nationale de Belgique sous le numéro 0487, immatriculée au Registre des Personnes Morales de Bruxelles sous le numéro 415 591 055, dont le siège social est situé 166 boîte 1 Avenue Louise, 1050, Bruxelles, Belgique.

Inter Partner Assistance, succursale irlandaise de Inter Partner Assistance SA, est située au 10/11 Mary Street, Dublin 1, Irlande (numéro d'enregistrement 906006), et exerce son activité sous l'autorité de la Banque Centrale d'Irlande. En qualité d'entreprise d'assurance de droit belge, Inter Partner Assistance est soumise au contrôle prudentiel de la Banque Nationale de Belgique (Boulevard de Berlaimont 14 –1000 Bruxelles – Belgique – TVA BE 0203.201.340 – RPM Bruxelles – www.bnb.be).

Certaines des garanties du Contrat, notamment le traitement et la protection des données, sont supportées par **AXA Travel Insurance** (numéro d'enregistrement 426087), située au 10/11 Mary Street, Dublin 1, Irlande.

Toute **demande d'assistance** s'effectue auprès de la Centrale d'Assistance de AXA ASSISTANCE au numéro de téléphone suivant : +33 1 707 704 18.

Les **déclarations de Sinistre** se font sur le site du prestataire de déclaration en ligne PRESENCE ASSISTANCE TOURISME à l'adresse suivante : www.gestion.presenceassistance.com.

DÉFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION :

Les termes contenus dans le Contrat qui ne seraient pas définis par ailleurs aux termes du Contrat, qu'ils soient employés au singulier ou au pluriel, auront la signification suivante :

Accident : toute atteinte corporelle, non intentionnelle de la part de la victime, provenant de l'action soudaine et imprévisible d'une cause extérieure, constatée par un médecin.

Accident Grave : toute atteinte corporelle, non intentionnelle de la part de la victime, provenant de l'action soudaine et imprévisible d'une cause extérieure, constatée par un médecin et impliquant la cessation de toute activité professionnelle ou autre et lui interdisant tout déplacement par ses propres moyens.

Assuré : la ou les personnes Assurées, résidant dans l'Union Européenne et la Norvège.

Assureur : société supportant les garanties du Contrat, à savoir :

- la société **Inter Partner Assistance SA**, par sa succursale irlandaise, située au 10/11 Mary Street, Dublin 1, Irlande (numéro d'enregistrement 906006), sous l'autorité de la Banque Centrale d'Irlande. Inter Partner Assistance est une succursale de Inter Partner Assistance SA, une société belge, située 166 boîte 1 Avenue Louise, 1050, Bruxelles, sous l'autorité de la Banque Nationale de Belgique.

- la société **AXA Travel Insurance** (numéro d'enregistrement company number 426087), située au 10/11 Mary Street, Dublin 1, Irlande, pour certaines garanties du Contrat (prestations d'assistance ainsi que le traitement et la protection des données).

Toutes ces sociétés font partie du Groupe AXA Assistance.

Attentat : Tout acte de violence, constituant une attaque criminelle ou illégale, intervenu contre des personnes et/ou des biens, dans le pays dans lequel l'Assuré séjourné, ayant pour but de troubler gravement l'ordre public. Cet Attentat devra être recensé par le Ministère des affaires étrangères français.

Bagages : Le sac ou la valise de l'Assuré ainsi que tout article se trouvant dans son bagage à l'exception des Objets Personnels, Objets Précieux, des effets vestimentaires portés par l'Assuré et des articles mentionnés au paragraphe « exclusions » du chapitre « bagages ».

Catastrophe Naturelle : Intensité anormale d'un agent naturel ne provenant pas d'une intervention humaine.

Centrale d'Assistance de AXA ASSISTANCE : service d'assistance mis en œuvre par Axa Assistance.

Contrat : la police d'assurance composée des présentes dispositions générales et particulières. Les dispositions particulières prévalent sur les dispositions générales.

Domicile : Le lieu de résidence habituelle de l'Assuré. L'adresse fiscale est considérée comme le Domicile en cas de litige.

DOM-ROM, COM et Collectivités *sui generis* habités : Guadeloupe, Martinique, Guyane Française, Réunion, Polynésie française, Saint Martin, Saint Barthelemy, Nouvelle Calédonie.

Durée des Garanties : Les garanties sont valables pour la durée du Voyage indiqué sur le contrat de vente ou la facture d'inscription au Voyage avec un maximum de 90 jours consécutifs, sauf clause contraire expresse.

Europe : Par Europe on entend les pays de l'Union Européenne y compris les Dom Rom Com et Collectivités *sui generis* habitées, la Suisse et la Norvège.

Événement : Tout fait générateur de conséquences dommageables, susceptible d'entraîner la mise en œuvre d'une ou plusieurs garanties du Contrat.

Frais Funéraires : Frais de première conservation, de manutention, de mise en bière, d'aménagement spécifique au transport, de soins de conservation rendus obligatoires par la législation, de conditionnement et de cercueil de modèle simple, nécessaires au transport et conformes à la législation locale, **A L'EXCLUSION DES FRAIS D'INHUMATION ET DE CEREMONIE.**

Frais de Recherche : Frais des opérations effectuées par les sauveteurs et organismes de secours, autres que les personnes avec lesquelles l'Assuré voyage, se déplaçant spécialement dans l'objet de rechercher l'Assuré en un lieu dépourvu de tous moyens de secours organisés ou rapprochés.

Frais de Secours / Sauvetage : Frais de transport après Accident (une fois que l'Assuré est localisé) depuis le point où survient l'Accident jusqu'à l'hôpital le plus proche.

Frais Médicaux : Frais pharmaceutiques, chirurgicaux, de consultation et d'hospitalisation prescrits médicalement, nécessaires au diagnostic et au traitement d'une pathologie.

Franchise : Montant qui reste à la charge de l'Assuré en cas de Sinistre.

Grève : Action collective consistant en une cessation concertée du travail par les salariés d'une entreprise, d'un secteur économique, d'une catégorie professionnelle visant à appuyer les revendications.

Maladie : Toute altération de santé ou toute atteinte corporelle constatée par un docteur en médecine.

Maladie Grave : Toute altération de santé constatée par un docteur en médecine, impliquant la cessation de toute activité professionnelle ou autre et nécessitant des soins appropriés.

Membres de la Famille: Conjoint de droit ou de fait, ascendants ou descendants jusqu'au 2^e degré, beaux-pères, belles-mères, sœurs, frères, beaux-frères, belles-sœurs, gendres, belles-filles de l'Assuré.

Objets Acquis en Cours de Voyage : Tout objet acheté pendant la Durée des Garanties du Contrat.

Objets Personnels : Appareil photos, caméscope, PDA, console de jeux portable, lecteurs multimédia, portable informatique. Seuls seront garantis les objets personnels dont la date d'achat est inférieure à 3 ans.

Objets Précieux : Bijoux, montres, fourrures.

Sinistre : Réalisation d'un Événement prévu au Contrat. Constitue un seul et même Sinistre, l'ensemble des réclamations se rattachant à un même Événement.

Souscripteur : L'organisme ou la personne morale ou physique, domicilié en France ou dans les DOM ROM, COM et Collectivités *sui generis*, qui a souscrit ce Contrat.

Territorialité : Monde entier.

Tiers : Toute personne physique ou morale à l'exclusion du Souscripteur, de l'Assuré, des Membres de la Famille de l'Assuré, des personnes l'accompagnant et de ses préposés.

Vétusté : Dépréciation d'un bien résultant de l'usage et du temps. Cet abattement est déduit du montant de l'indemnité.

Vol Caractérisé : Vol commis par un Tiers, avec violence ou effraction, prouvée et constatée comme tel par une autorité compétente.

Voyage : Transport et séjour garanti par le Contrat.

LIMITATION D'ENGAGEMENT DE L'ASSUREUR

Les interventions que l'Assureur est amené à réaliser se font dans le respect intégral des lois et règlements nationaux et internationaux. Elles sont donc liées à l'obtention des autorisations nécessaires par les autorités compétentes.

L'Assureur ne peut être tenu responsable des retards ou empêchements dans l'exécution des services convenus en cas de Grèves, émeutes, mouvements populaires, restriction à la libre circulation, sabotage, Attentat, guerre civile ou étrangère, effet de radiation ou tout autre cas fortuit ou de force majeure.

Les prestations non demandées en cours de Voyage ou non organisées par l'Assureur ne donnent droit à aucune indemnité compensatoire.

L'Assureur décide de la nature de la billetterie mise à la disposition de l'Assuré en fonction d'une part des possibilités offertes par les transporteurs, d'autre part de la durée du trajet.

EXCLUSIONS GÉNÉRALES

LES GARANTIES DE L'ASSUREUR NE PEUVENT ETRE ENGAGEES DANS LES CAS SUIVANTS :

- **CONSOMMATION DE DROGUES, DE TOUTE SUBSTANCE STUPEFIANTE MENTIONNEE AU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE, DE MEDICAMENTS ET TRAITEMENTS NON PRESCRITS PAR UN MEDECIN ;**
- **LES CONSEQUENCES D'ACCIDENTS DE LA CIRCULATION PROVOQUES PAR L'ASSURE LORSQUE CELUI-CI EST SOUS L'EMPRISE D'UN ETAT ALCOOLIQUE CARACTERISE PAR LA PRESENCE DANS LE SANG D'UN TAUX D'ALCOOLEMIE SUPERIEUR AU TAUX MAXIMUM AUTORISE PAR LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR DANS LE PAYS OU L'ACCIDENT S'EST PRODUIT ;**
- **LES CONSEQUENCES DES ETATS ALCOOLIQUES, ACTES INTENTIONNELS, FAUTES DOLOSIVES ;**
- **L'INOBSERVATION CONSCIENTE PAR L'ASSURE DES LOIS ET REGLEMENTS EN VIGUEUR DE L'ÉTAT DU LIEU DE SEJOUR ;**
- **SUICIDE OU TENTATIVE DE SUICIDE DE L'ASSURE, AUTOMUTILATION ;**
- **PARTICIPATION A DES PARIS, CRIMES, RIXES (SAUF EN CAS DE LEGITIME DEFENSE) ;**
- **DOMMAGES INTENTIONNELLEMENT CAUSES PAR L'ASSURE, SUR SON ORDRE OU AVEC SA COMPLICITÉ OU SON CONCOURS ;**
- **MANIPULATION OU DETENTION D'ENGINS DE GUERRE, D'ARMES Y COMPRIS CELLES UTILISEES POUR LA CHASSE ;**
- **TOUS LES CAS DE FORCE MAJEURE RENDANT IMPOSSIBLE L'EXECUTION DU CONTRAT, NOTAMMENT LES INTERDICTIONS DECIDEES PAR LES AUTORITES DU PAYS DE DEPART, DE TRANSFERT OU DE DESTINATION ;**
- **GUERRE CIVILE OU ETRANGERE, EMEUTES, MOUVEMENTS POPULAIRES, GREVES, ACTES DE TERRORISME OU SABOTAGE ;**
- **ACCIDENT RESULTANT DE TOUT COMBUSTIBLE NUCLEAIRE, PRODUIT OU DECHET RADIOACTIF, DE TOUT ENGIN DESTINE A IRRADIER OU A EXPLOSER PAR MODIFICATION DU NOYAU DE L'ATOME, AINSI QUE DE LEUR DECONTAMINATION, QUE CE SOIT DANS LE PAYS DE DEPART, DE TRANSFERT ET DE DESTINATION ;**
- **DES SITUATIONS A RISQUE INFECTIEUX EN CONTEXTE EPIDEMIQUE FAISANT L'OBJET D'UNE MISE EN QUARANTAINE OU DE MESURES PREVENTIVES OU DE SURVEILLANCE SPECIFIQUE DE LA PART DES AUTORITES SANITAIRES LOCALES ET/OU NATIONALES DU PAYS D'ORIGINE ;**
- **UN TREMBLEMENT DE TERRE, UNE ERUPTION VOLCANIQUE, UN RAZ DE MAREE, UNE INONDATION OU UN CATACLYSME NATUREL SAUF DANS LE CADRE DES DISPOSITIONS RESULTANT DE LA LOI N° 86-600 DU 13 JUILLET 1982 RELATIVE A L'INDEMNISATION DES VICTIMES DE CATASTROPHES NATURELLES ;**
- **LES DOMMAGES CONSTITUTIFS D'ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT SUBIS PAR LES ELEMENTS NATURELS TELS QUE L'AIR, L'EAU, LE SOL, LA FAUNE, LA FLORE, DONT L'USAGE EST COMMUN A TOUS, AINSI QUE LES PREJUDICES D'ORDRE ESTHETIQUE OU D'AGREMENT QUI S'Y RATTACHENT ;**
- **ACCIDENTS RESULTANT DE LA PRATIQUE DE SPORTS PAR L'ASSURE DANS LE CADRE D'UNE COMPETITION OFFICIELLE ORGANISEE PAR UNE FEDERATION SPORTIVE ET POUR LAQUELLE UNE LICENCE EST DELIVREE ET L'ENTRAINEMENT EN VUE DES COMPETITIONS ;**
- **ALPINISME DE HAUTE MONTAGNE A PARTIR DE 3000 METRES, BOBSLEIGH, CHASSE AUX ANIMAUX DANGEREUX, SPORTS AERIENS, SKELETON, SPELEOLOGIE ET PRATIQUE DU SKI HORS-PISTE, LA NAVIGATION EN SOLITAIRE ET/OU A PLUS DE 60 MILES DES COTES ;**
- **PROBLEME POLITIQUE INDUISANT UN RISQUE POUR LA SECURITE PERSONNELLE ;**

- **LA CONDUITE DE TOUT VEHICULE SI L'ASSURE NE POSSEDE PAS LE PERMIS, LA LICENCE OU LE CERTIFICAT CORRESPONDANT ;**
- **LE DEFAUT D'ALEA ;**
- **L'ACTE DE NEGLIGENCE DE LA PART DE L'ASSURE.**

DECLARATION DES AUTRES ASSURANCES

En application de l'Article L. 121-4 du Code des assurances, le Souscripteur s'oblige à informer l'Assureur des garanties dont il bénéficie ou dont bénéficie l'Assuré pour le même risque auprès d'autres assureurs. Quand plusieurs assurances sont contractées sans fraude, ni dol, chacune d'elles produit ses effets dans les limites contractuelles de garantie.

Dans le cas où l'Assuré justifie d'une garantie antérieure pour l'un des risques couverts le Contrat, il a la possibilité, conformément à l'article L. 112-10 du Code des assurances, de renoncer au Contrat dans les 14 jours calendaires suivant la conclusion de celle-ci. L'Assuré sera dès lors remboursé des primes qu'il a versées à l'Assureur, sans frais ni pénalités, sauf en cas de Sinistre intervenant antérieurement à l'exercice du droit de renonciation. Avant la conclusion du Contrat, l'Assureur a remis à l'Assuré un document l'invitant à vérifier s'il n'est pas déjà bénéficiaire d'une garantie couvrant l'un des risques couverts par le Contrat et l'informant de la faculté de renonciation.

SANCTIONS

Qu'il s'agisse des déclarations à faire à la souscription du Contrat, ou de celles qui doivent être faites en cours de Contrat, toute réticence ou fausse déclaration intentionnelle, toute omission ou déclaration inexacte entraîne l'application, suivant le cas, des dispositions, des articles L.113-8 (nullité du contrat) et L. 113-9 du Code des assurances (réduction proportionnelle de l'indemnité).

EXPERTISE

Les dommages aux biens garantis sont évalués de gré à gré ou, à défaut, par une expertise amiable, sous réserve des droits respectifs des parties. Chacune des parties choisit un expert ; si les experts ainsi désignés ne sont pas d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert ; les trois experts opèrent en commun à la majorité des voix.

Faute par l'une des parties de nommer son expert, ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la désignation est effectuée par l'autorité judiciaire compétente. Cette nomination est faite sur simple requête signée des deux parties, ou d'une seulement, l'autre partie ayant été convoquée par lettre recommandée.

Chaque partie paie les frais et honoraires de son expert ; les honoraires du tiers expert et les frais de sa nomination s'il y a lieu, sont pris en charge à parts égales par l'Assureur et par l'Assuré.

RECOURS CONTRE LES TIERS RESPONSABLES

L'Assureur qui a payé l'indemnité d'assurance est subrogé, dans les termes de l'article L.121-12 du Code des assurances, jusqu'à concurrence de cette indemnité dans les droits et actions de l'Assuré contre les Tiers qui, par leur fait, ont causé le dommage.

Toutefois, cette subrogation ne s'applique pas aux indemnités forfaitaires garanties en cas de décès ou d'incapacité permanente de l'Assuré.

RECLAMATION ET MEDIATION

En cas de réclamation concernant la mise en œuvre des garanties Annulation, Départ Manqué, Bagages, Retard de transport, Interruption de séjour, Voyage de remplacement l'Assuré peut s'adresser à :

Presence Assistance Tourisme

TSA 16666

92308 LEVALLOIS PERRET Cédex - FRANCE

Tel : +33 (0) 1 55 90 47 52

En cas de réclamation concernant la mise en œuvre de la garantie Assistance, l'Assuré peut s'adresser à :

AXA Assistance

ATI France

C/Tarragona N°161

0814 Barcelona, Espana

Si un désaccord subsiste, il(s) peut/peuvent faire appel au Médiateur, personnalité indépendante :

La Médiation de l'Assurance

TSA 50110

75441 Paris Cedex 09

Ce recours est gratuit. L'avis du Médiateur ne s'impose pas et laissera toute liberté à l'Assuré pour saisir éventuellement le tribunal français compétent.

Pour plus d'information, l'Assuré peut consulter le site Internet : <http://www.mediation-assurance.org>.

PRESCRIPTION

Conformément à l'article L. 114-1 du Code des assurances, toutes actions dérivant du Contrat sont prescrites par 2 ans à compter de l'Événement qui leur donne naissance.

Ce délai ne court :

- En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
- En cas de Sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'Assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'Assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à dix (10) ans dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants-droit de l'Assuré décédé.

Conformément à l'article L. 114-2 du Code des assurances, la prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription visée ci-après :

- toute demande en justice, même en référé, ou même portée devant une juridiction incompétente ;
- tout acte d'exécution forcée, ou toute mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution ;
- toute reconnaissance par l'assureur du droit à garantie de l'Assuré, ou toute reconnaissance de dette de l'Assuré envers l'assureur ;
- tout recours à la médiation ou à la conciliation ;
- lorsque la partie est dans l'impossibilité d'agir par suite d'un empêchement résultant de la loi, de la convention ou de la force majeure.

La prescription est également interrompue par :

- la désignation d'experts à la suite d'un Sinistre ;
- l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception adressée par l'assureur à l'Assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime ou par l'Assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Conformément à l'article L. 114-3 du Code des assurances, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter des causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES

Dans le cadre du contrôle de la qualité des services rendus, les conversations téléphoniques entre le Souscripteur ou l'Assuré et des sociétés du groupe AXA Assistance peuvent être enregistrées.

Les informations concernant le Souscripteur ou l'Assuré sont destinées à l'usage interne des sociétés du groupe AXA Assistance, ainsi qu'aux personnes amenées à intervenir et chargées de la passation, la gestion et l'exécution du Contrat, dans la limite de leurs attributions respectives, conformément aux articles 6 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978.

Certains des destinataires des données sont situés en dehors de l'Union Européenne, et en particulier les destinataires suivants : AXA Business Services situé en Inde et AXA Assistance Maroc Services situé au Maroc. L'Assureur garantit que toutes les mesures sont prises pour assurer un bon niveau de protection des données.

L'Assureur est soumis aux obligations légales issues principalement du Code Monétaire et Financier en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et contre le financement du terrorisme et, à ce titre, met en œuvre un traitement de surveillance des Contrats pouvant aboutir à la rédaction d'une déclaration de soupçon conformément à l'autorisation unique de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) du 16 Juin 2011.

De plus, les données personnelles du Souscripteur et de l'Assuré pourront être utilisées dans le cadre d'un traitement de lutte contre la fraude que la CNIL a autorisé l'Assureur à mettre en œuvre conformément à

l'autorisation unique en date du 17 Juillet 2014 ; ce traitement pouvant conduire, le cas échéant, à une inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude.

Le Souscripteur et l'Assuré disposent d'un droit d'accès et de rectification aux données les concernant, en s'adressant à AXA Travel Insurance, Data Protection Officer, The Quadrangle, 106-118 Station Road, Redhill RH1 1PR, United Kingdom.

LOI APPLICABLE

Le Contrat est soumis à la loi française.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

FRAIS D'ANNULATION

PRISE D'EFFET	EXPIRATION DE LA GARANTIE
Le jour de la souscription du Contrat	A l'embarquement le jour du départ figurant sur le contrat de vente ou à l'arrivée à destination en cas de location sans transport

ARTICLE 1 – NATURE DE LA GARANTIE

L'Assureur prend en charge le remboursement des frais d'annulation facturés par l'organisateur du Voyage en application de ses Conditions Générales de vente lorsque cette annulation, notifiée **AVANT LE DÉPART**, est consécutive à la survenance, après la souscription de l'assurance de l'un des événements suivants qui empêche l'Assuré de réaliser le Voyage prévu :

A / L'Assureur intervient en cas de Maladie Grave ou Accident de l'Assuré ou d'un Membre de la Famille de l'Assuré constaté par une autorité médicale et l'empêchant de réaliser le Voyage prévu.

L'Assureur intervient en cas de décès de l'Assuré ou d'un Membre de la Famille de l'Assuré.

B / La garantie est également acquise à l'Assuré si son départ ou l'exercice des activités prévues pendant son séjour sont empêchés par un Événement imprévisible au jour de la souscription du Contrat, indépendant de la volonté de l'Assuré et pouvant être justifié, déduction faite des montants des Franchises indiqués au Tableau de Garanties.

Cependant, la garantie n'est acquise, pour les causes ci-après, que dans les conditions précisément décrites ci-dessous et déduction faite d'une Franchise indiquée au Tableau des Garanties :

- Le refus de visa touristique par les autorités du pays de votre Voyage, à condition que les démarches aient été effectuées par l'Assuré dans un délai suffisant, leur aient permis de prendre position antérieurement à son départ, et sous réserve qu'il ait fourni l'ensemble des justificatifs demandés par les autorités administratives de ce pays.
- La convocation de l'Assuré par une administration à une date se situant pendant le Voyage prévu à condition qu'elle ait un caractère impératif, imprévu et non reportable.
- La convocation de l'Assuré à un examen scolaire ou universitaire à une date se situant pendant la durée du Voyage, à condition que cette convocation n'ait pas été connue au moment de la souscription du Contrat.
- La modification de la date des congés accordés par écrit par l'employeur de l'Assuré avant son inscription au Voyage.
- L'obtention d'un emploi de salarié ou d'un stage rémunéré par l'Assuré prenant effet avant ou pendant les dates prévues pour le Voyage, alors que l'assuré était inscrit au chômage et à condition qu'il ne s'agisse pas d'un cas de prolongation ou de renouvellement de contrat.
- La mutation professionnelle, non disciplinaire, à condition qu'elle oblige l'Assuré à déménager pendant la durée de son Voyage ou dans le mois précédant le Voyage et à condition que la mutation n'ait pas été connue au moment de la souscription du contrat.
- L'hospitalisation (d'au moins 2 jours) ou le décès de l'animal domestique de compagnie de l'Assuré à condition qu'elle intervienne dans les 3 jours précédant le départ de l'Assuré, et que l'Assuré apporte la preuve de la propriété de l'animal (carnet de santé vétérinaire, de vaccination, tatouage, etc.).

- La séparation du couple de l'Assuré par divorce, la demande de dissolution de PACS et la cessation du concubinage notoire à condition de présenter la preuve de la procédure de divorce ou de la demande de dissolution du PACS ou de tous documents justifiant de la cessation de vie commune.

A / et B / ANNULATION DES PERSONNES ACCOMPAGNANT L'ASSURE

Du fait de l'annulation de son Voyage par l'Assuré, l'Assureur prend également en charge le remboursement des frais d'annulation de toute personne devant accompagner l'Assuré (maximum 9 personnes), inscrite en même temps que l'Assuré, et assurée par ce même Contrat, lorsque l'annulation a pour origine l'une des causes énumérées ci-dessus. Toutefois si elle souhaite maintenir sa participation au Voyage, les frais supplémentaires d'hôtel ou de cabine single seront pris en charge, uniquement si le dossier d'annulation fait l'objet d'un remboursement par l'Assureur et si le montant de l'indemnité, Franchise déduite, est inférieur ou égal au montant des frais d'annulation exigibles à la date de survenance du Sinistre.

Si pour un Evénement garanti l'Assuré préfère se faire remplacer par une autre personne plutôt que d'annuler son Voyage, l'Assureur prendra en charge les frais de changement de nom facturés par le fournisseur (tour opérateur, compagnie aérienne). Le montant de cette indemnité ne pourra être supérieur au montant des frais d'annulation exigibles à la date de survenance du Sinistre.

ARTICLE 2 - LIMITATION DE LA GARANTIE

Pour toute souscription postérieure à la date d'inscription au Voyage, un **délai de carence de 4 jours** sera applicable à compter de la date de souscription du Contrat. **TOUTEFOIS, SI L'ANNULATION DE VOYAGE EST DUE A UNE MODIFICATION OU UNE SUPPRESSION DE CONGES PAYES PAR L'EMPLOYEUR OU AU VOL DE PAPIERS D'IDENTITE, LE SINISTRE SERA PRIS EN COMPTE UNIQUEMENT SI LA SOUSCRIPTION EST SIMULTANEE A L'INSCRIPTION AU VOYAGE.**

L'indemnité due en vertu de la présente garantie ne peut dépasser le montant réel des pénalités facturées à la suite de l'annulation du Voyage dans la limite maximum du barème fixé au Tableau des Garanties.

Dans tous les cas, l'indemnité ne pourra excéder les montants fixés au Tableau des Garanties.

LES FRAIS DE DOSSIER ET LA PRIME D'ASSURANCE NE SONT PAS REMBOURSABLES.

ARTICLE 3 - FRANCHISE

Dans tous les cas, l'Assureur indemniserà l'Assuré sous déduction d'une Franchise dont le montant est spécifié au Tableau des Garanties (en cas de séjour locatif, il sera déduit une seule Franchise quel que soit le nombre d'occupants).

ARTICLE 4 - EXCLUSIONS

TOUS LES EVENEMENTS NON INDIQUES DANS L'ARTICLE 1 - NATURE DE LA GARANTIE SONT EXCLUS.

OUTRE LES EXCLUSIONS PREVUES AUX DISPOSITIONS GENERALES, NE SONT PAS GARANTIES LES ANNULATIONS CONSECUTIVES :

- **A UNE MALADIE OU UN ACCIDENT AYANT FAIT L'OBJET D'UN DEBUT, D'UNE RECHUTE, D'UNE AGGRAVATION OU D'UNE HOSPITALISATION DANS LE MOIS PRECEDANT L'INSCRIPTION AU VOYAGE ;**
- **A TOUT EVENEMENT SURVENU ENTRE LA DATE D'INSCRIPTION AU VOYAGE ET LA SOUSCRIPTION DU CONTRAT ;**
- **AU DECES D'UN TIERS NON ASSURE PAR LE CONTRAT LORSQUE LE DECES INTERVIENT PLUS DE 30 JOURS AVANT LE DEPART ;**
- **AUX CONSEQUENCES DES SITUATIONS A RISQUE INFECTIEUX EN CONTEXTE EPIDEMIQUE FAISANT L'OBJET D'UNE MISE EN QUARANTAINE OU DE MESURES PREVENTIVES OU SURVEILLANCE SPECIFIQUE DE LA PART DES AUTORITES SANITAIRES LOCALES ET/OU NATIONALES ;**
- **A UNE PNEUMOPATHIE ATYPIQUE OU SYNDROME RESPIRATOIRE AIGU SEVERE (SRAS), LA GRIPPE AVIAIRE OU LA GRIPPE A-H1N1 AINSI QUE TOUTE PANDEMIE OU EPIDEMIE RECONNUE PAR LES ORGANISATIONS SANITAIRES NATIONALES OU INTERNATIONALES ;**
- **A TOUTE CIRCONSTANCE NE NUISANT QU'AU SIMPLE AGREMENT DU VOYAGE DE L'ASSURE ;**
- **AU SIMPLE FAIT QUE LA DESTINATION DU VOYAGE DE L'ASSURE EST DECONSEILLEE PAR LE MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES FRANÇAIS ;**
- **A TOUT EVENEMENT DONT LA RESPONSABILITE POURRAIT INCOMBER AU VOYAGISTE EN APPLICATION DES ARTICLES L.211-1 ET SUIVANTS DU CODE DU TOURISME ;**
- **A LA DEMANDE TARDIVE D'UN VISA AUPRES DES AUTORITES COMPETENTES, A LA NON-CONFORMITE OU A LA**

PERTE DE LA PIECE D'IDENTITE NECESSAIRE AU VOYAGE ;

- **A UNE MALADIE PSYCHIQUE, MENTALE OU DEPRESSIVE SANS HOSPITALISATION OU ENTRAINANT UNE HOSPITALISATION INFERIEURE A 3 JOURS.**

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE

L'Assuré ou ses ayants-droit doivent :

- Aviser l'agence auprès de laquelle l'Assuré a acheté sa prestation dès la survenance du Sinistre. Si l'Assuré annule tardivement, PRESENCE ASSISTANCE TOURISME ne pourra prendre en charge que les frais d'annulation exigibles à la date de la survenance de l'Événement,
- Aviser PRESENCE ASSISTANCE TOURISME par écrit dès la survenance du Sinistre, et, **au plus tard dans les 5 jours** ouvrés. Passé ce délai, l'Assuré sera déchu de tout droit à indemnité si son retard a causé un préjudice à l'Assureur,
- Adresser à PRESENCE ASSISTANCE TOURISME tous les documents nécessaires à la constitution du dossier pour prouver le bien fondé et le montant de la réclamation.

Sans la communication au médecin-conseil de l'Assureur des renseignements médicaux nécessaires à l'instruction, le dossier ne pourra être traité.

Il est expressément convenu que l'Assuré accepte par avance le principe d'un contrôle de la part du médecin-conseil de l'Assureur. Dès lors, si l'Assuré s'y oppose sans motif légitime il perd droit à la garantie.

PRESENCE ASSISTANCE TOURISME se réserve le droit de réclamer le billet de transport initialement prévu et non utilisé ou la copie du remboursement effectué par l'Assureur aérienne.

DEPART MANQUE

PRISE D'EFFET	EXPIRATION DE LA GARANTIE
Départ manqué : Le jour du départ figurant sur le contrat de vente	Départ manqué : Dès l'embarquement pour la destination finale (à l'aller)

ARTICLE 1 – NATURE DE LA GARANTIE

Si un Événement imprévisible et indépendant de la volonté de l'Assuré, dont il peut être justifié, empêche l'Assuré d'emprunter le transport prévu par l'organisateur du Voyage pour se rendre à destination, l'Assureur rembourse, dans la limite fixée au Tableau des Garanties, le prix du billet que l'Assuré a été obligé de racheter pour rejoindre sa destination dans les 24 heures ou par le premier vol disponible (si le titre de transport initial de l'Assuré n'est pas modifiable).

En aucun cas le montant ne pourra être supérieur à celui que l'Assureur aurait eu à rembourser en cas d'annulation.

ARTICLE 2 – PLAFOND DE GARANTIE

Le remboursement est plafonné à 50% du montant du titre de transport indiqué sur le contrat de vente et assuré par le présent Contrat.

ARTICLE 3 - EXCLUSIONS

OUTRE LES EXCLUSIONS PREVUES AUX DISPOSITIONS GENERALES, L'ASSUREUR NE PEUT INTERVENIR DANS LES CAS SUIVANTS :

- GREVE ;
- TITRE DE TRANSPORT NON GARANTI PAR LE PRESENT CONTRAT ET/OU NE FIGURANT PAS SUR LE CONTRAT DE VENTE ;
- VOLS AUTRES DE CELUI PERMETTANT A L'ASSURE DE REJOINDRE SA DESTINATION A L'ALLER (VOLS INTERMEDIAIRES ET VOL RETOUR).

LA GARANTIE N'EST PAS ACQUISE SI L'ASSURE N'A PAS VOYAGE.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE

L'Assuré ou ses ayants droit doivent :

- Aviser PRESENCE ASSISTANCE TOURISME, par écrit dès la survenance du Sinistre, et, au plus tard dans les **5 jours** ouvrés. Passé ce délai, **L'ASSURE SERA DECHU DE TOUT DROIT A INDEMNITE** si son retard a causé un

préjudice à l'Assureur.

- Adresser à PRESENCE ASSISTANCE TOURISME tous les documents nécessaires à la constitution du dossier et prouver ainsi le bien-fondé et le montant de la réclamation.

BAGAGES

PRISE D'EFFET	EXPIRATION DE LA GARANTIE
Dès l'enregistrement du Bagage de l'Assuré par le transporteur ou dès la remise des clés pour une location.	Au moment de la restitution définitive des Bagages par le transporteur au retour ou à la restitution des clés pour une location

ARTICLE 1 - NATURE DE LA GARANTIE

L'Assureur garantit à concurrence maximum du montant indiqué au Tableau des Garanties, les Bagages, Objets Personnels, et Objets Précieux emportés par l'Assuré ou achetés en cours de son Voyage, hors du lieu de sa résidence principale ou secondaire pendant la durée du Voyage figurant sur le contrat de vente sans pouvoir excéder 90 jours consécutifs.

Les Bagages sont garantis contre le vol, la destruction totale ou partielle, et la perte uniquement pendant l'acheminement par une société de transport.

Les Objets Précieux et Objets Personnels sont garantis **UNIQUEMENT** contre le Vol Caractérisé et constaté par les autorités compétentes du pays concerné (police, gendarmerie, société de transport, commissaire de bord...) et **UNIQUEMENT** dans le pays de séjour.

ARTICLE 2 – EXTENSIONS DE GARANTIE

RETARD DE LIVRAISON

Dans le cas où les Bagages de l'Assuré ne lui sont pas remis à l'aéroport de destination (à l'aller) et s'ils lui sont restitués avec plus de 24 heures de retard, l'Assureur lui rembourse sur présentation de justificatifs les achats effectués dans le but de pallier à l'absence de ses Bagages sur le lieu de séjour, à concurrence maximum du montant indiqué au Tableau des Garanties.

Si l'Assuré n'est pas en mesure de présenter les justificatifs d'achats, une somme forfaitaire prévue au Tableau des Garantie lui sera allouée.

La garantie expire dès que le Bagage de l'Assuré lui a été remis.

Cependant, l'Assuré ne peut cumuler cette indemnité avec les autres indemnités de la garantie Bagages.

VOL DES DOCUMENTS D'IDENTITE

L'Assureur garantit l'Assuré à concurrence du montant indiqué au Tableau des Garanties le remboursement des frais de reconstitution de son passeport, carte d'identité ou de séjour, carte grise ou permis de conduire, suite à un vol sur le lieu du séjour pendant la Durée des Garanties sans que celle-ci puisse excéder 90 jours à compter de la date de départ. L'Assuré doit porter plainte immédiatement auprès des autorités de police les plus proches du délit.

ARTICLE 3 – LIMITATION DE GARANTIE

Si l'Assuré utilise une voiture particulière, les risques de vol sont couverts à condition que les Bagages et Objets Personnels de l'Assuré soient contenus dans le coffre du véhicule fermé à clef et à l'abri de tout regard. Seul le vol par effraction est couvert. Si le véhicule stationne sur la voie publique, la garantie n'est acquise qu'entre 7 heures et 22 heures. Le vol des Objets Précieux dans une voiture particulière n'est pas garanti.

Les Objets Précieux et Personnels sont garantis uniquement contre le Vol Caractérisé et à condition d'être portés par l'Assuré sur lui, emportés avec lui dans un Bagage non confié à un transporteur, ou laissés dans une chambre d'hôtel ou un appartement fermé à clé.

ARTICLE 4 - EXCLUSIONS

OUTRE LES EXCLUSIONS PREVUES AUX DISPOSITIONS GENERALES, NE SONT PAS GARANTIS :

- **LES MARCHANDISES, LES BIENS CONSOMMABLES, LES ESPECES, CARTES DE CREDIT, CARTES A MEMOIRE, BILLETS DE TRANSPORT, MATERIELS INFORMATIQUES NON PORTATIFS, MATERIELS TELEPHONIQUES, LES TITRES DE TOUTE NATURE, STYLOS, BRIQUETS, LES DOCUMENTS ENREGISTRES SUR BANDES OU FILMS, LES DOCUMENTS ET VALEURS EN PAPIER DE TOUTES SORTES, LES COLLECTIONS ET**

MATERIELS A CARACTERE PROFESSIONNEL, LES CLES, LES VELOS, REMORQUES, CARAVANES ET D'UNE MANIERE GENERALE LES ENGINES DE TRANSPORT, LES LUNETTES, JUMELLES, LENTILLES DE CONTACT, PROTHESES ET APPAREILLAGES DE TOUTE NATURE, MATERIELS MEDICAUX, MEDICAMENTS, DENREES PERISSABLES, AINSI QUE TOUT EFFET CONFISQUE PAR LES DOUANES ET NON RENDU A L'ASSURE ;

- LE VOL DES BAGAGES, OBJETS PRECIEUX OU OBJETS PERSONNELS DE L'ASSURE CONSECUTIF A DES OUBLIS OU NEGLIGENCES DE SA PART, C'EST-A-DIRE LE FAIT DE LAISSER SES BAGAGES SANS SURVEILLANCE, LE FAIT DE LAISSER SES BAGAGES VISIBLES DE L'EXTERIEUR DE SON VEHICULE ET/OU SANS AVOIR ENTIEREMENT FERME ET VERROUILLE LES ACCES ;
- LE VOL DES OBJETS PERSONNELS ET DES OBJETS PRECIEUX INCLUS DANS LES BAGAGES ET CONFIES A UNE COMPAGNIE DE TRANSPORT ;
- LA PERTE OU LE DOMMAGE DES OBJETS PERSONNELS OU PRECIEUX ET CE QUELQUES SOIENT LES CIRCONSTANCES DU SINISTRE ;
- LE VOL COMMIS SANS EFFRACTION OU AVEC USAGE DE FAUSSES CLES ;
- LE VOL DES BAGAGES DE L'ASSURE DANS UN VEHICULE ENTRE LE COUCHER ET LE LEVER DU SOLEIL OU DANS UN VEHICULE DECAPOTABLE ;
- LES DOMMAGES INDIRECTS TELS QUE PRIVATION DE JOUISSANCE, AMENDES ;
- LA CONFISCATION OU LA DESTRUCTION PAR LES AUTORITES (DOUANE, POLICE) ;
- LES DOMMAGES RESULTANT DU VICE PROPRE DE LA CHOSE ASSUREE, DE SON USURE NORMALE ET NATURELLE ;
- LA PERTE (SAUF PAR UNE COMPAGNIE DE TRANSPORT POUR LES BAGAGES UNIQUEMENT), L'OUBLI OU L'ECHANGE ;
- LES MATERIELS DE SPORT DE TOUTE NATURE ;
- LES VOLS EN CAMPING ;
- LES BRULURE, DEGATS DES EAUX OU DEGATS DUS AU COULAGE DE LIQUIDES OU DE MATIERES GRASSES, COLORANTES OU CORROSIVES, CONTENUS DANS LES BAGAGES ASSURES.

ARTICLE 5 – FRANCHISE ET PLAFOND DE GARANTIE

Le montant indiqué au Tableau des Garanties constitue le maximum de remboursement pour tous les Sinistres survenus pendant la Durée des Garanties.

Une Franchise par dossier est indiquée au Tableau des Garanties.

ARTICLE 6 – CALCULE DE L'INDEMNITE

Pour les Bagages l'Assuré est indemnisé sur la base de la valeur d'achat déduction faite de la Vétusté calculée de la manière suivante : 20% la première année, 10% par année supplémentaire.

Pour les Objets Personnels et Objets Précieux l'Assuré est indemnisé sur la base de la valeur d'achat figurant sur la facture originale exclusivement au jour du Sinistre limitée au montant figurant au Tableau des Garantie.

Pour cela l'Assuré doit fournir à l'Assureur l'original de la facture d'achat de l'objet concerné (les factures pro forma ou duplicata ne sont pas acceptées)

Le remboursement s'effectuera déduction faite du remboursement éventuel obtenu auprès de l'Assureur de transport et de la Franchise.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE

La déclaration de Sinistre doit parvenir à PRESENCE ASSISTANCE TOURISME dans les 5 jours ouvrés sauf cas fortuit ou de force majeure ; si ce délai n'est pas respecté et que de ce fait, l'Assureur subit un préjudice, l'Assuré perd tout droit à indemnité.

- En cas de vol ou de perte d'un Bagage confié à un transporteur :
 - Faire établir par la compagnie de transport un constat de dommage ;
 - Transmettre à PRESENCE ASSISTANCE TOURISME l'original du constat d'irrégularité, la copie du titre de transport, le talon de la carte d'embarquement, les étiquettes bagages.
- En cas de dommages des Bagages confiés à un transporteur :
 - Faire établir par la compagnie de transport un constat d'avarie ;
 - Transmettre à PRESENCE ASSISTANCE TOURISME le constat d'avarie établi par le représentant qualifié du transporteur ou de l'hôtelier (**A L'EXCLUSION DU REPRESENTANT DE L'ORGANISATEUR DU VOYAGE**), la

copie du titre de transport et le talon de la carte d'embarquement, les étiquettes bagages, le devis de réparation ou l'attestation d'irréparabilité.

- En cas de retard de livraison par la compagnie de transport :
 - Faire établir un constat d'irrégularité par la compagnie de transport ;
 - Transmettre à PRESENCE ASSISTANCE TOURISME le constat d'irrégularité, la copie du titre de transport, le talon de la carte d'embarquement, les étiquettes bagages, le justificatif daté confirmant la livraison du Bagage à l'hôtel ou sa récupération par l'Assuré auprès du transporteur.
- En cas de vol durant le séjour :
 - Déposer plainte dans les meilleurs délais auprès d'une autorité compétente la plus proche du lieu du délit (police, gendarmerie, commissaire de bord...), et en tout état de cause dans le pays où a eu lieu le Sinistre ;
 - Faire parvenir à PRESENCE ASSISTANCE TOURISME le dépôt de plainte précisant les circonstances du vol.

Dans tous les cas, transmettre à PRESENCE ASSISTANCE TOURISME l'inventaire détaillé et chiffré ainsi que les factures d'achat d'origine, datées et numérotées et comportant le mode de règlement des objets volés, perdus ou endommagés, et en cas de retard de livraison, les originaux des factures d'achat des effets de première nécessité.

Si l'Assuré récupère tout ou partie des objets volés ou disparus, à quelque époque que ce soit, il doit en aviser immédiatement PRESENCE ASSISTANCE TOURISME. Si cette récupération a lieu avant le paiement de l'indemnité, il doit reprendre possession de ces objets et PRESENCE ASSISTANCE TOURISME l'indemniser des détériorations qu'ils auront éventuellement subies. Si cette récupération a lieu après le paiement de l'indemnité, il pourra décider de les reprendre contre remboursement de l'indemnité reçue, déduction faite des indemnités couvrant les détériorations subies par les objets et les objets manquants le cas échéant. L'Assuré dispose de 15 jours pour faire son choix. Passé ce délai, PRESENCE ASSISTANCE TOURISME considérera que l'Assuré a opté pour l'abandon.

Les biens sinistrés que l'Assureur indemnise à l'Assuré deviennent sa propriété.

EN CAS DE NON PRESENTATION DE CES DOCUMENTS, L'ASSURE ENCOURT LA DECHEANCE DE SES DROITS A INDEMNISATION.

Les montants indiqués par l'Assuré dans sa déclaration de Sinistre ne peuvent être considérés comme preuve de la valeur des biens pour lesquels il demande à être indemnisé, ni comme preuve de l'existence de ces biens.

L'Assuré est tenu de justifier, par tous moyens en son pouvoir et par tous documents en sa possession, de l'existence et de la valeur de ces biens au moment du Sinistre, ainsi que de l'importance des dommages.

S'il n'est pas en mesure de transmettre à l'Assureur les justificatifs d'achat requis, l'Assureur l'indemniser sur la base de la valeur forfaitaire prévue au Tableau des Garanties.

Si sciemment, comme justificatif, l'Assuré produit des documents inexacts ou que l'Assuré use de moyens frauduleux ou effectue des déclarations inexactes ou incomplètes, il sera déchu de tout droit à indemnité, ceci sans préjudice des poursuites que l'Assureur serait alors fondé à intenter à son encontre.

ASSISTANCE RAPATRIEMENT

PRISE D'EFFET	EXPIRATION DE LA GARANTIE
Après l'embarquement le jour du départ figurant sur le contrat de vente ou à la remise des clés lors d'une location sans transport	Après le débarquement le jour du retour figurant sur le contrat de vente ou à la restitution des clés lors d'une location sans transport

ARTICLE 1 - MALADIE OU ACCIDENT CORPOREL

En cas de Maladie ou d'Accident de l'Assuré :

- L'équipe médicale de l'Assureur se met en rapport avec le médecin traitant sur place et/ou le médecin de famille, afin d'intervenir dans les conditions les mieux adaptées à l'état de l'Assuré.
- L'équipe médicale de l'Assureur organise le transport de l'Assuré vers le centre médical le plus proche de son Domicile ou un transfert vers un centre hospitalier mieux équipé ou plus spécialisé.

- Selon la gravité, seule l'équipe médicale de l'Assureur est habilitée à décider du rapatriement, du choix des moyens de transport et du lieu d'hospitalisation.
L'Assureur rapatriera l'Assuré à son Domicile s'il est en état de quitter le centre médical.
- Si l'état de l'Assuré le justifie, l'Assureur organise et prend en charge le voyage d'une personne se trouvant sur place pour lui permettre de l'accompagner.
Si l'état de l'Assuré ne justifie pas une hospitalisation ou un rapatriement et que l'Assuré ne peut pas revenir à la date initialement prévue, l'Assureur prend en charge les frais réellement exposés de prolongation de séjour à l'hôtel, ainsi que ceux d'une personne demeurant à son chevet, sur justificatif, hors frais de restauration jusqu'au rapatriement de l'Assuré. La durée de cette garantie ne pourra excéder un nombre de nuitées indiqué au Tableau des Garanties. Le montant maximum pris en charge par nuit et par personne est indiqué au Tableau des Garanties.
Lorsque l'état de santé de l'Assuré le permet, l'Assureur organise et prend en charge son retour ainsi que celui de la personne qui est restée près de lui.
- Si l'Assuré est hospitalisé et que son état ne justifie pas ou empêche un rapatriement ou un retour immédiat, l'Assureur organise le séjour à l'hôtel de la personne que l'Assuré désigne, se trouvant déjà sur place et qui reste à son chevet. L'Assureur prend en charge les frais imprévus réellement exposés jusqu'au rapatriement de l'Assuré, sur justificatif, hors frais de restauration, jusqu'au montant maximum pris en charge par nuit indiqué au Tableau des Garanties. La durée de cette garantie ne pourra excéder un nombre de nuitées indiqué au Tableau des Garanties.
L'Assureur prend en charge le retour de cette personne, si elle ne peut utiliser les moyens initialement prévus.
- Si l'hospitalisation sur place dépasse 7 jours, et si personne ne reste au chevet de l'Assuré, l'Assureur met à la disposition de la personne que l'Assuré désigne, un billet aller/retour, pour se rendre près de lui, ceci uniquement au départ de l'Europe et organise le séjour à l'hôtel de cette personne, sur justificatif, hors frais de restauration. Le montant maximum pris en charge par nuit est indiqué au Tableau des Garanties. La durée de cette garantie ne pourra excéder un nombre de nuitées indiqué au Tableau des Garanties.
Lorsque l'état de santé de l'Assuré le permet, l'Assureur organise et prend en charge le retour de l'Assuré ainsi que celui de la personne qui est restée près de lui.
Si l'état de santé de l'Assuré ne lui permet pas de s'occuper de ses enfants mineurs et qu'aucun membre majeur de la famille de l'Assuré ne l'accompagne, l'Assureur organise le déplacement de la personne que l'Assuré a désigné pour les ramener au Domicile de l'Assuré.

ARTICLE 2 - EN CAS DE DÉCÈS

L'Assureur organise et prend en charge le transport du corps du lieu de mise en bière jusqu'au lieu d'inhumation en Europe.

Les Frais Funéraires sont pris en charge à concurrence du montant indiqué au Tableau des Garanties.

L'Assureur organise et prend en charge jusqu'au lieu d'inhumation le retour des Membres de la Famille de l'Assuré qui participaient au même Voyage et garantis par ce même Contrat.

ARTICLE 3 - AUTRES ASSISTANCES AUX PERSONNES

Retour prématuré :

Si l'Assuré est dans l'obligation d'interrompre son Voyage en raison :

- Du décès d'un Membre de la Famille de l'Assuré, de la personne chargée de la garde de ses enfants mineurs ou handicapés, de son remplaçant professionnel,
- De l'hospitalisation pour Maladie Grave ou Accident Grave de son conjoint de droit ou de fait, de ses ascendants et descendants au premier degré restés dans le pays d'origine de l'Assuré et mettant en jeu le pronostic vital après communication du bilan médical par le médecin traitant à la Centrale d'Assistance de AXA ASSISTANCE,
- De la survenance de dommages graves d'incendie, explosion, vol ou dommages causés par les forces de la nature dans la résidence principale ou secondaire de l'Assuré ou dans ses locaux professionnels et nécessitant impérativement sa présence sur place.

L'Assureur organise et prend en charge le retour de l'Assuré à son Domicile. Si les délais le permettent et que la présence de l'Assuré est nécessaire à la poursuite du Voyage, L'Assureur organise et prend en charge le retour de l'Assuré jusqu'au lieu où il peut retrouver les participants au Voyage.

Rapatriement ou transport des autres Assurés :

Si, à la suite du rapatriement de l'Assuré, les accompagnants assurés par le même Contrat souhaitent être rapatriés, l'Assureur organise et prend en charge leur retour **dans la limite de 4 personnes maximum.**

Frais Médicaux :

IMPORTANT : Les voyageurs à destination d'un pays de l'Espace Economique Européen ou de la Suisse doivent se munir de la carte européenne d'Assurance Maladie.

L'Assureur rembourse l'Assuré, après intervention de la Sécurité Sociale et de tout autre organisme de prévoyance, les Frais Médicaux engagés hors du pays de résidence de l'Assuré dans la limite des montants indiqués au Tableau des Garanties.

Dans tous les cas, l'Assureur indemniserà l'Assuré sous déduction d'une Franchise dont le montant est spécifié au Tableau des Garanties.

AUCUNE AVANCE DE FRAIS MEDICAUX HORS HOSPITALISATION NE SERA CONSENTIE POUR TOUT MONTANT INFERIEUR A 350€.

Avance sur frais d'hospitalisation à l'étranger :

Si l'Assuré est hors de son pays de résidence, dans l'impossibilité de régler ses Frais Médicaux consécutifs à une hospitalisation due à une Maladie ou à un Accident survenu pendant la Durée des Garanties, l'Assureur peut, à la demande de l'Assuré, lui en faire l'avance aux conditions cumulatives suivantes :

- les médecins de l'Assureur doivent juger, après recueil des informations auprès du médecin local, qu'il est impossible de rapatrier dans l'immédiat l'Assuré dans son pays de résidence,
- les soins auxquels l'avance s'applique doivent être prescrits en accord avec les médecins de l'Assureur,
- l'Assuré ou toute personne autorisée par lui doit s'engager formellement par la signature d'un document spécifique, fourni par l'Assureur lors de la mise en œuvre de la présente prestation :
 - ❖ A engager les démarches de prise en charge des frais auprès des organismes d'assurance (sécurité sociale, mutuelle) dans le délai de 15 jours à compter de la date d'envoi des éléments nécessaires à ces démarches par l'Assureur,
 - ❖ A rembourser à l'Assureur les sommes perçues à ce titre de la part des organismes d'assurance dans la semaine qui suit la réception de ces sommes.

Resteront uniquement à la charge de l'Assureur, et dans la limite du montant de prise en charge prévu pour la prestation « Frais Médicaux », les frais non pris en charge par les organismes d'assurance.

L'Assuré devra communiquer à l'Assureur l'attestation de non prise en charge émanant de ces organismes d'assurance, dans la semaine qui suit sa réception.

A défaut d'avoir effectué les démarches de prise en charge auprès des organismes d'assurance dans les délais, ou à défaut de présentation à l'Assureur dans les délais de l'attestation de non prise en charge émanant de ces organismes d'assurance, l'Assuré ne pourra en aucun cas se prévaloir de la prestation « Frais Médicaux » et devra rembourser l'intégralité des frais d'hospitalisation avancés par l'Assureur, qui engagera, le cas échéant, toute procédure de recouvrement utile, dont le coût sera supporté par le bénéficiaire.

Cette garantie cesse à compter du jour où l'Assureur est en mesure d'effectuer le rapatriement de l'Assuré, ou le jour du retour de l'Assuré dans son pays d'origine.

Maladie ou Accident d'un des enfants mineurs ou handicapés de l'Assuré resté dans le pays de son Domicile :

Si pendant le Voyage de l'Assuré, l'un des enfants mineurs ou handicapés de l'Assuré resté dans le pays de son Domicile est malade ou accidenté, l'Assureur se tient à la disposition de la personne chargée de sa garde pour organiser son transport au centre hospitalier le plus apte à prodiguer les soins nécessités par son état, sous réserve que l'Assuré en ait donné l'autorisation écrite préalable.

L'Assureur assure le retour au Domicile de l'enfant de l'Assuré et tiendra l'Assuré informé de son état, si l'Assuré a laissé une adresse de voyage.

Si la présence de l'Assuré est indispensable, l'Assureur organise son retour.

Retour des enfants de moins de 15 ans

Si l'Assuré est malade ou blessé et que personne n'est en mesure de s'occuper de ses enfants de moins de 15 ans l'accompagnant, l'Assureur organise et prend en charge le voyage Aller/Retour d'une personne du choix de l'Assuré

ou d'une des hôtesse de l'Assureur pour les ramener jusqu'au Domicile de l'Assuré ou d'un Membre de la Famille de l'Assuré en Europe.

Assistance Domicile

L'Assureur prend en charge les frais de gardiennage du Domicile de l'Assuré après effraction nécessitant impérativement une présence sur place. Cette garantie n'est pas cumulable avec le retour prématuré et le coût ne pourra dépasser le montant d'un billet retour au Domicile de l'Assuré.

L'Assureur rembourse à l'Assuré à concurrence de 150 € des frais d'interventions pour l'ouverture par un serrurier du Domicile de l'Assuré si ses clés ont été volées ou perdues pendant le Voyage.

Frais de Secours y compris Recherche et Sauvetage :

L'Assureur prend en charge les Frais de Recherche, de Sauvetage et de Secours à concurrence du montant par personne et par Evénement indiqué au Tableau des Garanties, frais correspondant aux opérations organisées par des sauveteurs civils ou militaires ou des organismes spécialisés publics ou privés mis en œuvre à l'occasion de la disparition de l'Assuré ou en cas d'Accident.

Envoi de médicaments :

L'Assureur prend en charge toutes mesures pour assurer la recherche et l'envoi de médicaments indispensables à la poursuite d'un traitement en cours, dans le cas où, ne disposant plus de ces médicaments, il est impossible pour l'Assuré de se les procurer sur place ou d'obtenir leur équivalent. Le coût de ces médicaments reste à la charge de l'Assuré.

Transmission de messages importants et urgents :

L'Assureur se charge de transmettre les messages qui sont destinés à l'Assuré lorsqu'il ne peut être joint directement.

De même, l'Assureur peut communiquer à un Membre de la Famille de l'Assuré, sur appel de sa part, un message que l'Assuré a laissé à son intention. Les messages sont transmis sous la seule responsabilité de leur auteur qui doit être identifié.

Avance de fonds à l'étranger

A la suite d'un vol ou de la perte de ses moyens de paiement (carte de crédit, chéquier) ou de son titre de transport initial par l'Assuré, l'Assureur lui accorde une avance de fonds à concurrence du montant indiqué au Tableau des Garanties, sous réserve que l'Assuré autorise l'Assureur à prélever sur son compte bancaire le montant des sommes avancées ou fournisse une garantie de remboursement des sommes avancées. Des frais de services pourraient être ajoutés sur chaque avance de fonds.

Assistance juridique :

L'Assureur prend en charge, à concurrence du montant indiqué au Tableau des Garanties, les honoraires des auxiliaires de justice auxquels l'Assuré pourrait être amené à faire librement appel si une action était engagée contre l'Assuré, sous réserve que les faits reprochés ne soient pas susceptibles de sanction pénale selon la législation du pays dans lequel se trouve l'Assuré.

CETTE GARANTIE NE S'EXERCE PAS POUR LES FAITS EN RELATION AVEC L'ACTIVITE PROFESSIONNELLE DE L'ASSURE OU LA GARDE ET/OU L'UTILISATION D'UN VEHICULE A MOTEUR.

Avance de la caution pénale :

Si en cas d'infraction à la législation du pays dans lequel se trouve l'Assuré, ce dernier est astreint par les autorités au versement d'une caution pénale, l'Assureur en fait l'avance à concurrence du montant indiqué au Tableau des Garanties, sous réserve que l'Assuré autorise l'Assureur à prélever sur son compte bancaire le montant des sommes avancées ou fournisse une garantie de remboursement des sommes avancées. Des frais de services pourraient être ajoutés sur chaque avance de fonds.

ARTICLE 4 - LIMITATIONS D'ENGAGEMENT DE L'ASSUREUR

Les interventions que l'Assureur est amené à réaliser se font dans le respect intégral des lois et règlements nationaux et internationaux. Elles sont donc liées à l'obtention des autorisations nécessaires par les autorités compétentes.

SI L'ASSURE REFUSE DE SUIVRE LES DECISIONS PRISES PAR LE SERVICE MEDICAL DE L'ASSUREUR, IL DECHARGE L'ASSUREUR DE TOUTE RESPONSABILITE PAR RAPPORT AUX CONSEQUENCES D'UNE TELLE INITIATIVE ET L'ASSURE PERD TOUT DROIT A PRESTATIONS OU INDEMNISATION.

L'Assureur ne peut en aucun cas se substituer aux organismes locaux de secours d'urgence **ni prendre en charge les frais ainsi engagés.**

L'Assureur ne peut être tenu responsable des retards ou empêchements dans l'exécution des services convenus en cas de Grèves, émeutes, mouvements populaires, restriction à la libre circulation, sabotage, terrorisme, guerre civile ou étrangère, effet de radiation ou tout autre cas fortuit ou de force majeure.

Les prestations non demandées en cours de Voyage ou non organisées par l'Assureur ne donnent droit à aucune indemnité compensatoire.

L'Assureur décide de la nature de la billetterie mise à la disposition de l'Assuré en fonction : d'une part des possibilités offertes par les transporteurs, d'autre part de la durée du trajet.

La garantie prend effet le jour du départ et expire le jour du retour pour la durée indiquée sur le bulletin d'inscription au Voyage **sans pouvoir excéder 90 jours.**

L'engagement maximum de l'Assureur en cas de Sinistre est fixé au Tableau des Garanties.

ARTICLE 5 - EXCLUSIONS DE GARANTIE

OUTRE LES EXCLUSIONS PREVUES AUX DISPOSITIONS GENERALES, LA GARANTIE DE L'ASSUREUR NE PEUT ETRE ENGAGEE DANS LES CAS SUIVANTS :

- **PNEUMOPATHIE ATYPIQUE OU SYNDROME RESPIRATOIRE AIGU SEVERE (SRAS), LA GRIPPE AVIAIRE OU LA GRIPPE A-H1N1 AINSI QUE TOUTE PANDEMIE OU EPIDEMIE RECONNUE PAR LES ORGANISATIONS SANITAIRES NATIONALES OU INTERNATIONALES ;**
- **LORSQUE LES DOMMAGES OU LES ACCIDENTS RESULTENT DE L'UTILISATION D'UN ENGIN TERRESTRE MOTORISE A DEUX ROUES, D'UN JET SKI OU D'UN SCOOTER DES NEIGES ;**
- **LES DOMMAGES AYANT EU POUR CAUSE UNE CATASTROPHE NATURELLE ;**
- **LES DOMMAGES RESULTANT D'ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT SUBIS PAR LES ELEMENTS NATURELS TELS QUE L'AIR, L'EAU, LE SOL, LA FAUNE, LA FLORE, DONT L'USAGE EST COMMUN A TOUS, AINSI QUE LES PREJUDICES D'ORDRE ESTHETIQUE OU D'AGREMENT QUI S'Y RATTACHENT ;**
- **LES CONVALESCENCES, AFFECTIONS ET PATHOLOGIES PREEXISTANTES OU EN COURS DE TRAITEMENT ;**
- **LES CONSEQUENCES D'ACCIDENTS GRAVES SURVENUS AVANT LA DATE D'ENTREE EN GARANTIE DE L'ASSURE ;**
- **LES MALADIES PSYCHIQUES, MENTALES OU DEPRESSIVES ;**
- **LES AFFECTIONS OU LESIONS BENIGNES QUI PEUVENT ETRE TRAITES SUR PLACE ET N'EMPECHANT PAS LA POURSUITE DU VOYAGE ;**
- **LES FRAIS DE CURE THERMALE, D'AMAIGRISSEMENT, DE RAJEUNISSEMENT ET DE TOUTE CURE DE CONFORT OU DE TRAITEMENT ESTHETIQUE, LES FRAIS DE KINESITHERAPEUTE, VACCINATION, PROTHESES, APPAREILLAGES, LUNETTES OU VERRES DE CONTACT, IMPLANT ;**
- **LES SINISTRES LIES A UN ETAT DE GROSSESSE A PARTIR DE LA 32^E SEMAINE ;**
- **LES VOYAGES ENTREPRIS DANS LE BUT DE DIAGNOSTIC ET/OU DE TRAITEMENT ;**
- **LES FRAIS ENGAGES APRES LE RETOUR DU VOYAGE OU L'EXPIRATION DE LA GARANTIE ;**
- **LES FRAIS ENGAGES SANS L'ACCORD DE L'ASSUREUR ;**
- **LES FRAIS TELEPHONIQUES AUTRES QUE CEUX CORRESPONDANT AUX APPELS ADRESSES A LA CENTRALE D'ASSISTANCE DE AXA ASSISTANCE ;**
- **FRAIS DE TAXI ENGAGE SANS L'ACCORD DE L'ASSUREUR ;**
- **SUITES DE GROSSESSES : ACCOUCHEMENT, CESARIENNE, SOINS AU NOUVEAU-NE, IVG ;**
- **LES MALADIES OU BLESSURES PREEXISTANTES DIAGNOSTIQUEES ET/OU TRAITES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE HOSPITALISATION DANS LES 6 MOIS PRECEDANT LE VOYAGE ;**
- **LES FRAIS RESULTANT DE SOINS OU DE TRAITEMENTS NE RESULTANT PAS D'UNE URGENCE MEDICALE ;**
- **LES FRAIS RESULTANT DE SOINS OU DE TRAITEMENTS DONT LE CARACTERE THERAPEUTIQUE N'EST PAS RECONNU PAR LA LEGISLATION FRANÇAISE.**

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE

Pour demander une assistance :

Lors de l'Événement, pour bénéficier des garanties définies ci-avant, il est impératif de contacter préalablement à toute intervention la Centrale d'Assistance de AXA ASSISTANCE. Un numéro de dossier sera délivré qui, seul, justifiera

une prise en charge des interventions.

La Centrale d'Assistance de AXA ASSISTANCE est à l'écoute **24 heures sur 24** et 7 jours sur 7 au **+33 1 70 77 04 18**.

L'Assuré doit préciser le numéro de son Contrat, la nature de l'assistance demandée et l'adresse et le numéro de téléphone où il peut être joint. L'Assuré doit également permettre aux médecins habilités par l'Assureur l'accès à toutes les informations médicales concernant la personne en cause.

Pour demander un remboursement, l'Assuré est tenu :

- **D'aviser** impérativement l'Assureur dans **les 5 jours ouvrés. PASSE CE DELAI, L'ASSURE SERA DECHU DE TOUT DROIT A INDEMNITE SI SON RETARD A CAUSE UN PREJUDICE A L'ASSUREUR.**
- **De joindre à sa déclaration :**
 - son numéro de contrat d'assurance et son numéro de dossier attribué par la Centrale d'Assistance de AXA ASSISTANCE,
 - le certificat médical détaillé indiquant la nature exacte et la date de survenance de la Maladie,
 - le certificat de décès s'il y a lieu,
 - les décomptes de Sécurité Sociale et de tout autre organisme de prévoyance accompagnés des photocopies des notes de Frais Médicaux,
 - toute pièce nécessaire à l'instruction du dossier sur simple demande de la part de l'Assureur et sans délai.

Sans la communication au médecin conseil de l'Assureur des renseignements médicaux nécessaires à l'instruction, le dossier ne pourra être traité.